



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 19– 4 mai 2022

En bref

Le Mexique se situe au 9^{ème} rang du classement mondial de l'OCDE en matière d'investissements directs étrangers (IDE) en 2021. Le Mexique a perçu en 2021 32 Mds USD, soit 14% de plus qu'en 2020. Les États-Unis sont en tête de la liste des flux d'IDE mondiaux à 382 Mds USD, suivis par la Chine, le Canada, le Brésil et l'Inde. L'Afrique du Sud, la Russie, la Suisse, le Mexique et l'Allemagne complètent le top 10. Malgré la reprise des flux d'IDE vers le Mexique, ils n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'avant la pandémie, soit 34,4 Mds USD en 2019.

LE CHIFFRE À RETENIR

9^{EME}

Place du Mexique dans les IDE mondiaux en 2021

Zoom sur le Forum Ambition Amérique latine

Tenue dans un mois du Forum Ambition Amérique latine. Organisé sur quatre journées dont deux de rencontres B2B, ce forum présentera les opportunités d'affaires dans plusieurs secteurs porteurs : agroalimentaire, transition énergétique, tech for good, sécurité... Inscriptions sur : <https://events-export.businessfrance.fr/ambition-amerique-latine/>

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 4 mai, le Mexique enregistrait 324 334 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,03% en une semaine. 5 739 680 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,05% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Les mesures pour atténuer l'effet de la hausse des carburants affaiblissent les recettes budgétaires. Au premier trimestre de l'année 2022, les recettes de l'impôt sur les carburants ont été inférieures de 2,15 Mds USD aux recettes programmées dans le projet de loi de finances. Ainsi, les recettes se sont élevées à 1,03 Md USD au T1 2022 contre 3,3 Mds USD au T1 2021 (-70,7% g.a). Les recettes ont été utilisées pour limiter la hausse des prix des carburants. Selon les estimations du ministère des finances les mesures de soutien budgétaire auraient réduit l'inflation de 2 points de pourcentage.

3 ECONOMIE

Le gouvernement a présenté son plan pour lutter contre l'inflation. La stratégie du gouvernement vise à limiter la hausse des prix en visant à maintenir à un niveau stable les prix des 24 articles du panier alimentaire de base au niveau national. Le ministère des Finances a présenté mercredi un plan, en collaboration avec le secteur privé, pour augmenter la production de maïs, de haricots et de riz. Grâce à cette initiative, le gouvernement table sur une hausse

de la production à hauteur de 4,8 M de tonnes de céréales supplémentaires. L'initiative en vigueur pendant six mois, pourrait être prolongée de six mois supplémentaires, en fonction de l'évolution de l'inflation dans le pays. Le plan comprend 16 mesures, dont une augmentation de la production de céréales, un gel des péages routiers et une baisse des tarifs sur les importations d'engrais. L'accord avec le secteur privé engage les plus grandes chaînes à maintenir ou limiter les hausses de prix des produits de base.

Renchérissement des denrées alimentaires, notamment dans les zones rurales. À la fin du mois de mars, le panier alimentaire de base dans les régions urbaines était 13,4 % plus cher qu'au cours du même mois de l'année précédente. Dans les zones rurales, l'augmentation a été de 14,5 %. Ainsi, le panier alimentaire de base pour un ménage de quatre personnes coûte désormais 6 072 MXN (300 USD) dans les zones rurales et 7 900 MXN (391 USD) dans les zones urbaines. Le coût du panier alimentaire de base pour un adulte en zone urbaine est passé de 86 USD par mois à 98 USD par mois au cours de la dernière année et de 66 USD à 75 USD par mois en zone rurales. Le taux d'inflation est en dehors de la cible fixée par Banxico (3 +/- 1%) depuis près de 13 mois désormais. Les chiffres de l'inflation par régions de l'Inegi montrent que 21 États du pays ont enregistré des taux d'inflation supérieurs au taux national. Les trois États ayant connu les plus fortes hausses de prix au cours du quatrième mois de l'année sont Campeche, Oaxaca et Michoacán, avec des taux de 9,85, 9,05 et 8,94 %, respectivement.

Le sondage économique de Banxico table sur une croissance de 1,72% pour l'économie mexicaine en 2022. Selon les analystes économiques consultés par Banxico, les prévisions macroéconomiques continuent de se dégrader face à la conjoncture internationale et aux

facteurs d'instabilité domestique. Ainsi, pour 2022, les analystes tablent sur une croissance du PIB de 1,72% (contre 1,8% estimée en mars 2022), un taux d'inflation de 6,75 % (contre 5,8% prévu en mars) et un taux directeur à 8,25 % (contre 6,5% précédemment). Parmi les principaux risques pour l'activité économique, les analystes économiques soulignent la gouvernance (35% la placent comme le risque principal) suivi par l'inflation (24%). Ils considèrent également que la fragilité d'État de droit est le principal obstacle aux affaires au Mexique (30% des réponses), suivi par la criminalité (28%) et la corruption (20%).

Hausse de 18% des remesas au cours du premier trimestre de l'année 2022. Au cours des trois premiers mois de l'année, les envois de fonds vers le Mexique des ressortissants mexicains vivant à l'étranger ont atteint 12,5 Mds USD, soit une augmentation de 18% g.a. Pour le seul mois de mars, des transferts de fonds de 4,7 Mds USD ont été enregistrés, soit une augmentation de 12,6 % g.a. Au cours du premier trimestre de l'année, 99 % du total des envois de fonds ont été effectués par des transferts électroniques, le reste étant réparti entre les envois en espèces, ou en nature. Selon les estimations des experts, les flux de remesas devraient représenter 4,1% du PIB en 2022. Le président López Obrador a remercié à plusieurs reprises les 38 M de Mexicains résidant aux États-Unis en estimant que leurs envois de fonds profitent à quelque 10 M de familles défavorisées.

Le taux de chômage baisse à 3,5% au Mexique, son plus bas niveau depuis plus de deux ans. Selon les données de l'Inegi, les chômeurs représentent 1,7 M de personnes fin mars 2022. L'amélioration du marché du travail mexicain s'est prolongée en mars, le taux de chômage du secteur formel ayant atteint son niveau le plus bas en deux ans. Selon les données de l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi), le taux de chômage s'est établi à 3,5 % en

mars 2022, soit une baisse de 0,25 pts de pourcentage par rapport au mois précédent, son niveau le plus faible depuis le début de la pandémie. La population occupée a augmenté de 566 504 personnes par rapport au mois précédent, pour atteindre un total de 56,6 M. D'autre part, 31,6 M de travailleurs se trouvent dans le secteur informel, ce qui se traduit par un taux d'informalité de 55,8% de la population occupée (contre 57% en février 2022).

L'économie mexicaine affiche une croissance de 0,9% g.a au premier trimestre de l'année. Alors que le consensus tablait sur un taux de 1,1% g.t, l'économie mexicaine a finalement enregistré une progression de son PIB de 0,9% g.t au T1 2022. L'économie mexicaine a renoué avec la croissance au cours des trois premiers mois de 2022 après avoir marqué le pas au cours du dernier semestre de 2021, enregistrant une expansion légèrement inférieure aux prévisions dans un contexte de forte demande américaine de produits manufacturés. En rythme annuel, la deuxième économie d'Amérique latine a enregistré une croissance de 1,6 % entre janvier et mars. Le résultat du Mexique intervient alors que l'économie américaine a reculé pour la première fois depuis 2020 au cours de la même période, le PIB se contractant à un taux annualisé de 1,4 %. Le Mexique a réussi à croître malgré la contraction étatsunienne en raison du déficit commercial de ce dernier, qui a stimulé les exportations mexicaines.

L'indice de confiance des consommateurs enregistre une nouvelle augmentation en avril. La confiance des consommateurs mexicains s'est améliorée en avril, pour le troisième mois consécutif de hausse, grâce à un plus grand optimisme quant à la perception de l'économie nationale. L'indice de confiance des consommateurs (ICC) s'est établi à 44,28 points en avril, ce qui représente une augmentation de 0,35 point par rapport au mois précédent. En

comparaison annuelle, l'indicateur a progressé de 1,77 point par rapport à avril 2021.

Prix du baril mexicain	+4,08%	+63,73%	102,02
------------------------	--------	---------	--------

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Amélioration des résultats financiers de PEMEX au premier trimestre de l'année. La hausse des cours des hydrocarbures à partir du deuxième semestre de l'année 2021 lié à la reprise économique et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont contribué à accroître les recettes de l'entreprise pétrolière publique. Ainsi, PEMEX a affiché un chiffre d'affaires de 25 Mds USD au T1 2022 (+59,6% g.a) et un profit net de 6 Mds USD, un montant qui contraste avec la perte nette de 1,8 Md USD au T1 2021. L'entreprise publique n'avait pas enregistré de profit net depuis 2018, suite à un long déclin de ses chiffres de production et d'exportation. L'amélioration des performances financières est principalement due à l'augmentation des revenus provenant de la hausse des prix des hydrocarbures (le mélange mexicain étant passé de 56,5 USD au T1 2021 à 88,9 USD au T1 2022), ainsi qu'aux gains de change du MXN face à l'USD (appréciation de 2,6% g.a du MXN).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 04/05/2022
Bourse (IPC)	-1,75%	+6,27%	51 432,63 points
Taux de change USD/MXN	-1,86%	-0,82%	20,02
Taux de change EUR/MXN	-1,25%	-12,40%	21,27

Amérique centrale

1. El Salvador

Baisse de 15,1% du niveau des obligations souveraines au mois d'avril. Le bon à échéance 2023 cotisait à 74,7USD en fin de mois, celui de 2025 à 44,1 USD et à 34,5 USD pour l'échéance 2041. Cette forte baisse mensuelle – la deuxième mondiale derrière l'Ukraine – vient sanctionner notamment le manque de stratégie fiscale de long terme et la gestion du Bitcoin par le gouvernement. L'EMBI, indice de risque pays, continue d'atteindre des plus hauts historiques, à 21,95% à fin avril (contre 16,53% début mars).

2. Costa Rica

Réduire les exonérations d'impôts et lutter contre l'évasion fiscale, les deux grandes priorités fiscales du nouveau Président. Rodrigo Chaves a présenté devant l'Assemblée Nationale son intention de réduire les exonérations fiscales en vigueur, sans toucher néanmoins à celles qui ont lieu pour les zones franches. Cette intention s'inscrit dans un contexte dégradé pour le budget de l'Etat costaricien, qui devra faire face à une dette publique importante dans les prochaines années. Les exemptions d'impôts représenteraient environ 26% du total du recouvrement fiscal.

La Banque Centrale costaricienne fait le choix d'une croissance modérée contenant par la

même occasion l'augmentation des prix. Le contrôle de l'inflation étant l'un des grands objectifs de la Banque Centrale, celle-ci a fait le choix d'augmenter de 1,5 point de pourcentage son taux directeur (soit un taux directeur à 4%) afin de juguler la hausse des prix, quitte à accepter une croissance plus modérée. Le choix de la mesure s'explique aussi par le contexte international, qui essuie actuellement une tendance inflationniste. Actuellement les costariciens connaissent une augmentation significative des prix à la consommation (+5,8% en mars dernier, soit l'augmentation des prix à la consommation la plus importante depuis 2014).

3. Guatemala

A fin février, 1,5 M de personnes, soit 22% de la population économiquement active, ont un emploi formel. Le nombre d'emplois formels est 6,3% plus élevé qu'en février 2021. 75% des emplois formels est créé par le secteur privé contre 25% par le secteur public. Le taux de chômage atteint pour sa part 2,2%. Le ministère du travail précise par ailleurs que 23.600 entreprises sont inscrites au registre du travail. A fin 2021, 30% de la PEA travaille dans le secteur primaire, 29% dans le commerce, 14% dans l'industrie manufacturière, 8% dans la construction et 7,7% dans l'administration. Le salaire moyen dans le secteur formel privé est de 455 USD et de 610 USD pour le secteur public.

La Banque centrale a révisé son chiffre de croissance pour 2021, passant de +7,5% à +8%. Le Président de l'organisme a par ailleurs annoncé une révision pour 2020, le PIB ayant baissé de 1,8% sur l'année contre une estimation de -1,5% précédemment. Les *remesas* devraient augmenter de 15% en 2022 pour atteindre 17,6 Mds USD et l'inflation atteindre +4,5%, restant dans la cible de 4%±1%. Le Ministre des finances a dans le même temps annoncé que la collecte fiscale devrait augmenter de 5% en 2022 pour atteindre 10,7 Mds USD. Enfin, les

exportations devraient croître de 10% (contre une estimation antérieure de 7,5%) alors que les importations devraient augmenter de 12% (contre une estimation précédente de 7,5%).

4. Honduras

Le Congrès abroge la Loi d'emploi horaire. L'organe législatif reproche principalement à la loi de porter atteinte aux droits des travailleurs en baissant les salaires des employés. Cette loi permettait notamment aux entreprises d'avoir jusqu'à 40% des employés au taux horaire. Le secteur privé s'est inquiété des surcoûts liés aux nouveaux types de contrats, soulignant que l'abrogation allait faire augmenter le travail informel. Les entreprises ne pourront pas licencier les salariés contractés sous cette modalité et auront 60 jours pour les régulariser.

Visite du FMI pour réaffirmer sa disposition à appuyer le pays dans sa relance économique. Les responsables de l'institution internationale ont souligné l'importance pour le gouvernement de renforcer les institutions publiques et le développement économique. En particulier le FMI a insisté sur la bonne tenue de la dette et de l'inflation et le redressement de l'entreprise nationale d'électricité ENEE comme enjeux clés du redressement du pays. Enfin, le FMI a rappelé l'impact qu'aura la guerre en Ukraine sur le prix des importations et notamment alimentaire, précisant que le Honduras est l'un des pays centraméricains les plus affectés.

5. Nicaragua

Prêt de 60 MUSD de la Chine pour la construction de logements. Ce financement représente la première phase du plan pour l'amélioration du logement signé début 2022 et mis en œuvre par l'Agence de coopération pour le développement chinoise. En février dernier, les deux pays avaient signé une série d'accords

notamment dans l'infrastructure, la santé, l'eau et les énergies renouvelables. La vice-présidente Rosario Murillo n'a pas précisé les détails techniques du prêt. Selon les chiffres officiels, le déficit de logement au Nicaragua atteint 957 000 maisons.

6. Panama

Panama, siège du centre de données du programme spatial de l'UE. Lors du sommet des Ministres des affaires étrangères de la région centre-Amérique et Caraïbes, en présence du Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell, il a été annoncé que le Panama accueillera le centre régional de données du programme spatial européen Copernicus. Au cours de ce sommet, Josep Borrell n'a pas manqué de rappeler la position stratégique qu'occupe Panama, légitimant ainsi l'implantation d'un centre de données européen. La Ministre Mouynes a également de son côté, souligné que le programme spatial européen permettra de développer les capacités des pays d'Amérique centrale en matière de gestion de l'environnement.

Le Panama comme hub pharmaceutique. Lors d'une réunion entre la ministre des affaires étrangères panaméennes et son homologue indienne, Erika Mouynes n'a pas manqué de rappeler le potentiel du Panama comme hub pharmaceutique, notamment grâce à ses connexions maritimes. La Ministre rappelle que le secteur pharmaceutique a été lourdement mis à contribution pendant la crise covid, si bien qu'il est nécessaire aujourd'hui de favoriser et développer cette industrie. Soulignant l'expertise de l'Inde dans ce domaine (l'industrie pharmaceutique indienne exporte des médicaments dans près de 20 pays d'Amérique Latine), le Panama obtient à l'issue de cette réunion le soutien de l'Inde pour mener des programmes de coopération et d'échanges de bonnes pratiques au sujet de l'industrie pharmaceutique.

Panama sera audité par l'UE concernant ses pratiques de pêche. Lors de la semaine du 13 juin, un audit de l'UE aura lieu à Panama afin de vérifier que le pays respecte la réglementation en matière de pêche. A cette occasion, le Panama pourra, si l'UE juge que les autorités respectent les normes en vigueur pour lutter contre la pêche illégale, se retrouver de nouveau sur la liste des pays verts de l'UE. Si tel n'est pas le cas, alors le Panama descendra sur liste rouge, occasionnant une fermeture du marché européen comme débouché pour les exportations panaméennes de poissons et fruits de mer. A titre d'exemple, près de 90% du thon pêché dans les eaux panaméennes se retrouve vendu sur le marché européen. Rappelons que depuis décembre 2019, le Panama est sur liste jaune.

Caraïbes

1. Cuba

Cuba et le Belize renouvellent leur accord de coopération médicale. Le Ministre cubain de la Santé M. Jose Angel Portal Miranda et son homologue bélizien Kevin Bernard ont signé, le 28 avril à La Havane, un accord intergouvernemental en matière de santé permettant de poursuivre le programme de coopération déjà existant entre les deux pays. La collaboration avec ce pays voisin dans ce domaine a commencé en 1990 et a permis l'envoi de plus de 1000 médecins cubains. A ce jour 122 coopérants cubains dans les domaines de la santé et du sport prêtent leurs services au Belize.

Relations italo-cubaines : Protocole d'accord pour la production de vaccins. Un MoU a été signé le 28 avril entre l'Institut Finlay de vaccins (IFV), la société italienne ADIENNE Pharma &

Biotech et l'Agence italienne pour les échanges économiques et culturels (AICEC), permettant la production du vaccin cubain contre la Covid 19 en Italie. L'accord, signé lors du Congrès BioHabana 2022, prévoit le transfert de technologie concernant la dernière étape de production (le remplissage et le conditionnement) du vaccin Soberana 02. D'après les autorités de l'Institut Finlay de vaccins, l'objectif serait aussi d'aller plus loin dans la coopération, pour enfin consolider une chaîne de production dans le pays européen.

Cuba légalise l'utilisation des crypto monnaies.

La Banque Centrale de Cuba (BCC) légalisera les crypto monnaies à travers l'adoption de la résolution 89, qui entrera en vigueur le 16 mai. Afin d'encadrer leur utilisation, les opérateurs souhaitant utiliser ces « monnaies » virtuelles devront solliciter des licences auprès de la BCC. Celles-ci pourront être octroyées pour une période d'un an, prolongeable pour une deuxième année, étant donné «la nature expérimentale et nouvelle de ce type d'activité». Réglementer les crypto monnaies a été considéré comme pouvant être une potentielle solution à la crise de liquidités à laquelle Cuba fait face. En effet, cela constitue un moyen de contourner les sanctions étatsuniennes afin d'accéder plus facilement aux marchés financiers internationaux, faciliter les opérations internationales de commerce extérieur et l'entrée des transferts de fonds (remesas).

2. Haïti

Les gouvernements canadien et haïtien signent quatre lettres d'intention pour environ 20 M USD de don. Cet appui entre dans le cadre de la promesse de 50,4 millions de dollars faite au mois de janvier 2022 par la ministre des affaires étrangères canadienne, Mélanie Joly lors du

sommet sur Haïti. Les quatre lettres concernent l'amélioration de la santé, des droits sexuels et reproductifs ainsi que l'intégration des femmes dans la police nationale.

3. République Dominicaine

L'Autorité portuaire dominicaine (APORDOM) a annoncé la volonté du gouvernement de construire trois nouveaux ports de croisières lors du salon international seatriade Cruise Global à Miami. Ce secteur vient de retrouver son élan d'avant pandémie puisqu'en mars dernier 41 navires ont amarrés et 131 234 passagers ont été enregistrés selon les données du ministère du Tourisme. Dans le but de soutenir les arrivées de navires de croisière dans les ports dominicains, trois nouveaux projets sont étudiés sur les sites de Cabo Rojo, Barahona et Arroyo Barril. Par ailleurs, le ministre du Tourisme David Collado a annoncé que la République dominicaine accueillerait au mois de septembre la prochaine réunion de la World Cruise Federation.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 04/05/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	857 290 <i>Décès : 8 421</i>	80,59%
Cuba	1 103 488 <i>Décès : 8 527</i>	87,83%
Guatemala	847 491 <i>Décès : 17 636</i>	34,17%
Haïti	30 703 <i>Décès : 835</i>	1,08%
Honduras	423 775 <i>Décès : 10 895</i>	49,47%
Jamaïque	130 473 <i>Décès : 2 970</i>	23,22%
Nicaragua	18 491 <i>Décès : 235</i>	70,51%
Panama	780 148 <i>Décès : 8 189</i>	71,25%
El Salvador	162 089 <i>Décès : 4 128</i>	66,27%
République dominicaine	579 572 <i>Décès : 4 376</i>	54,97%

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international